



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI 20 AOUT 1887.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1449

NOMINATIONS.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 août 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR en conseil de nommer Emmanuel Persillier Lachapelle, écuyer, médecin, de la cité de Montréal; Rémi F. Rinfret, écuyer, médecin, de la cité de Québec; Henry R. Gray, écuyer, pharmacien, de la cité de Montréal; Charles Eusèbe Lemieux, écuyer, médecin, de la cité de Québec; Jean-Baptiste Garneau, écuyer, médecin, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade; J. Odilon Dupuis, écuyer, marchand et échevin, de la cité de Montréal, et R. L. MacDonell, écuyer, médecin, de la cité de Montréal, membres de la commission provinciale d'hygiène de Québec, conformément aux dispositions d'un acte de la législature de cette province, passé dans la 49^e et 50^e année du Règne de Sa Majesté, et intitulé: "Acte pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique."

2733

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 20th AUGUST, 1887.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1450

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 18th August, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Emmanuel Persillier Lachapelle, esquire, physician, of the city of Montreal; Rémi F. Rinfret, esquire, physician, of the city of Quebec; Henry R. Gray, esquire, druggist, of the city of Montreal; Charles Eusèbe Lemieux, esquire, physician, of the city of Quebec; Jean-Baptiste Garneau, esquire, physician, of the parish of Sainte-Anne de la Pérade; J. Odilon Dupuis, esquire, merchant and alderman, of the city of Montreal, and R. L. MacDonell, esquire, physician, of the city of Montreal, members of the provincial board of health of Quebec, in conformity with the provisions of an act of the legislature of this province, passed in the 49th and 50th year of the Reign of Her Majesty, and intitled: "An Act to establish a provincial board of health and for other purposes respecting the public health."

2734

BUREAU DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Québec, 18 août 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en conseil, de nommer M. Ferdinand Lefrançois, de la paroisse de Château-Richer, dans le comté de Montmorency, membre de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec, en remplacement de M. Charles Rhéaume, dont la nomination est révoquée.

2735

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 16 août 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes d'estimateurs :

Municipalité de Saint-George de Clarenceville, comté de Missisquoi.—MM. Mathew L. Jameson, Heman Green, George Chilton.

Municipalité de Saint-Damien, comté de Berthier.—MM. Toussaint Gouin, Eugène Lafortune et François-Xavier Robert, fils.

Municipalité de Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne.—MM. Joseph Dutrisac, Jean-Baptiste Waddell, jr., et Paul Jubenville.

Municipalité de Saint-Louis de Metabetchouan, comté de Chicoutimi.—MM. Alfred Gagnon, Benjamin Tremblay et François Sasseville.

Il a aussi plu à Son Honneur de nommer MM. Edouard Roy, Joseph Morissette, Louis Roy, Jules Grondin, Pierre Bolduc, Alexis Beauchaine et Clovis Perreau, commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Saint-George de Windsor, comté de Richmond. Commission du 27 février 1884, révoquée.

2705

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le douzième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoins d'être présents en Notre cité de Québec.

NACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et à chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, MARDI, le SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. Ce à quoi vous ne devez manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à

2

PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 18th August, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to appoint Mr Ferdinand Lefrançois, of the parish of Chateau Richer, in the county of Montmorency, a trustee of the Quebec North Shore Turnpike Trust, in place of Mr. Charles Rhéaume, whose appointment has been revoked.

2736

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 16th August, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to make the following appointments of appraisers :

Municipality of Saint George de Clarenceville, county of Missisquoi.—Messrs. Mathew L. Jameson, Heman Green, George Chilton.

Municipality of Saint Damien, county of Berthier.—Messrs. Toussaint Gouin, Eugène Lafortune and François Xavier Robert, junior.

Municipality of Sainte Thérèse de Blainville, county of Terrebonne.—Messrs. Joseph Dutrisac, Jean Baptiste Waddell, jr., and Paul Jubenville.

Municipality of Saint Louis de Metabetchouan, county of Chicoutimi.—Messrs. Alfred Gagnon, Benjamin Tremblay and François Sasseville.

It has likewise pleased His Honor to appoint Messrs. Edouard Roy, Joseph Morissette, Louis Roy, Jules Grondin, Pierre Bolduc, Alexis Beauchaine and Clovis Perreau, commissioners for the summary decision of small causes in the parish of Saint George de Windsor, county of Richmond. Commission of the 27th February, 1884, revoked.

2706

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of JULY, one thousand eight hundred and eighty seven, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the twelfth day of the month of July, one thousand eight hundred and eighty seven, at which time, at Our city of Quebec, you were held and constrained.

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the greater ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you, and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you that on TUESDAY, the SIXTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREBY FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: l'ÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
2263 Québec.

and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, member of Our Privy Council of Canada.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fifty first year of Our Reign.

By command,

L. H. HUOT,
Clerk of the Crown in Chancery,
2264 Québec.

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que, en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la Province de Québec, en date du dix-septième jour d'août courant (1887), incorporant Sylvester Blue Jenckes, Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes, Albert Edward Jenckes, tous machinistes, William Farwell, banquier, et Israël Wood, agent d'assurance, tous de la cité de Sherbrooke, sous le nom de "The Jenckes Machine Company," pour manufacturer des machines et faire les affaires en général de machine et de fonderie, avec un fonds social de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 piastres chacune.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secrétaire

Bureau du Secrétaire Provincial,
Québec, 18 août 1887. 2731

DEMANDE D'ANNEXION DE MUNICIPALITÉS.

Annexer à la municipalité de Montebello, dans le comté d'Ottawa, le lot No. 469, du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, ainsi que le lot No. 469b, du même cadastre, avec les limites qui lui sont assignés; et aussi le No. 469c, du même cadastre, avec les limites qu'il contient, et ce, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 13 août 1887. 2639

Détacher de la municipalité de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, tout le territoire depuis et y compris William Moony à aller jusqu'à l'établissement de Dr. L. A. Fortier inclusivement, et l'annexer à celle de Saint-Canut, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

2691

No. 570.87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juillet dernier (1887), ordonner l'érection en municipalité scolaire sous le nom de "Saint Cyrillac," dans le comté de Chicoutimi, le territoire borné comme suit: "Dans le canton de Kénogami, au nord par la rivière Saguenay, à l'est par la ligne qui sépare le canton Kénogami du canton Jonquières jusqu'à la ligne entre les 7e et 8e rangs du dit canton Jonquières, en suivant cette ligne jusqu'à la ligne de séparation entre les

Government Notices

Public notice is hereby given, that under the joint stock companies incorporation act, letters patent under the great seal of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August instant, (1887), have been issued, incorporating Sylvester Blue Jenckes, Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes, Albert Edward Jenckes, all machinists, William Farwell, banker, and Israël Wood, insurance agent, all of the city of Sherbrooke, under the name of "The Jenckes Machine Company," for the purpose of carrying on the manufacture of machinery and a general machine and foundry business, with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secretary.

Provincial Secretary's Office,
Quebec, 18th August, 1887. 2732

APPLICATION FOR THE ANNEXION OF MUNICIPALITIES.

To annex to the municipality of Montebello, in the county of Ottawa, the lot No. 469, of the cadastre of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, as well as the lot No. 469b, of the same cadastre, with the limits which are assigned to them; likewise the No. 469c, of the same cadastre, with the limits which it contains, and this, for school purposes.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 13th August, 1887. 2690

To detach from the municipality of Saint-Colomban, in the county of Two Mountains, all the territory from and comprising William Moony and reaching as far as the establishment of Dr. L. A. Fortier inclusively, and to annex it to that of Saint-Canut, for school purposes.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

2692

No. 570.87.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, in date of the 27th of July last, (1887), to order the erection into a school municipality under the name of "Saint Cyriac," in the county of Chicoutimi, the territory bounded as follows: "In the township of Kénogami, to the north by the river Saguenay, to the east by the line which separates the township of Kénogami from the township of Jonquières, as far as the line between the 7th and 8th ranges of the said townships of Jonquières, in following this

cantons Jonquières et Laterrière; et de là suivant la ligne de séparation entre les cantons Jonquières et Laterrière jusqu'au Lac Kénogami, au sud par le Lac Kénogami, à l'ouest par la ligne qui sert de limite est à la municipalité d'Hébertville.

2693

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres de la Couronne

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5547.

Portland Ouest.

Lct 18, du 4^{ème} rang, à George Thorne, et transporté à Chas. H. McIntosh.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 18 août 1887.

2737

AVIS.

Avis de demande de détacher les lots de un à quatorze inclusivement, dans les premier, deuxième, troisième et quatrième rangs du canton de Stanbridge, comté de Missisquoi, de la municipalité scolaire de Saint-Damien de Stanbridge, du même comté, et de les ériger en une municipalité séparée pour les fins scolaires sous le nom de municipalité de Stanbridge Est.

2677 2

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5544.

Canton de Maddington.

Vente du lot No. 2, du 11^e rang continuation, à Théophile Malhiot.

Vente de $\frac{1}{4}$ N. E., lot No. 5, du 11^e rang continuation, à Joseph Doucet.

Vente de $\frac{1}{4}$ S. O., lot No. 5, du 11^e rang continuation, à Louis Lacourse.

E. E. TACHE,

Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 12 août 1887.

2685

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

line as far as the line of separation between the townships of Jonquières and Laterrière; and from there following the line of separation between the townships of Jonquières and Laterrière as far as Lake Kénogami, to the south by Lake Kénogami, to the west by the line which is the eastern limit of the municipality of Hébertville.

2694

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5547.

Portland West.

Lot 18, in 4th range, to Geo. Thorne, and assigned to Chs. H. McIntosh.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 18th August, 1887.

2737

NOTICE.

Notice is hereby given of application to detach lots one to fourteen inclusive, in the first, second, third and fourth ranges of the township of Stanbridge, county of Missisquoi, from the school municipality of Saint-Damien de Stanbridge, of the same county, and to erect them into a separate municipality for school purposes under the name of the municipality of Stanbridge East.

2678

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that, 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5544.

Township of Maddington.

Sale of lot No. 2, in 11th range continuation, to Theophile Malhiot.

Sale of N. E. $\frac{1}{4}$, lot No. 5, in 11th range continuation, to Joseph Doucet.

Sale of S. W. $\frac{1}{4}$, lot No. 5, in 11th range continuation, to Louis Lacourse.

E. E. TACHE,

Assist.-Commissioner.

Department of Crown Lands,

Quebec, 12th August, 1887.

2686

PROVINCE OF QUÉBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Canton Kilkenny.
(11e rang).

½ S. O. du lot No. 16, à Chs. Day.
½ N. E. du lot No. 16, à Benjamin Labelle.
E. E. TACHE,
Assist. Commissaire.
Département des Terres de la Couronne,
Québec, 11 août 1887.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :
Adj. 5542.

Gingues.

Lot 16, dans le 1er rang, à Paul Lafitte.
Lot 16, dans le 2e rang, à Paul Lafitte.
Lot 17, dans le 1er rang, à Paul Reclus.
Lot 17, dans le 2e rang, à Paul Reclus.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissaire.
Département des Terres de la Couronne,
Québec, 8 août 1887. 2619 2

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société: ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure commandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant intervalle de temps écoulé entre la clôture de a session précédente et la prise en considération de la pétition.

Township Kilkenny.
(11th range).

S. W. ½ of lot No. 16, to Chs. Day.
N. E. ½ of lot No. 16, to Benjamin Labelle.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.
Department of Crown Lands,
Quebec, 11th August, 1887.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list.
Adj. 5542.

Gingues.

Lot 16, in 1st range, to Paul Lafitte.
Lot 16, in 2nd range, to Paul Lafitte.
Lot 17, in 1st range, to Paul Reclus.
Lot 17, in 2nd range, to Paul Reclus.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.
Department of Crown Lands,
Quebec, 8th August, 1887. 2620

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1837, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Ayant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCEER DE BOUCHERVILLE,

1613

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills Privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for an object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

1614

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which

privileges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit le journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

“ Dans le cas où le promoteur de ces bills ne se conformerait pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les

relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or viers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having

aire imprimé dans cette forme aux frais des promoteurs."

1877

L. DELORME,
Greffier de l'Assemblée Législative

Avis Divers.

Avis est par le présent donné que dans un mois après la dernière publication du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes sous le grand sceau de la province de Québec, incorporant les pétitionnaires ci-après mentionnés, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie, qui doit être formée en corps politique et incorporé, conformément aux dispositions de l'acte des compagnies à fonds social.

1. Le nom proposé de la compagnie est "La Compagnie du Boulevard Saint-Denis."
2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est de continuer la rue Saint-Denis, depuis ses limites actuelles dans le village de la Côte Saint-Louis, jusqu'à la rivière des Prairies, d'une largeur de pas plus de deux cents pieds, en suivant la direction que la compagnie jugera la plus convenable, après avis donné aux secrétaires-trésoriers des municipalités ou passera la dite rue, et aux propriétaires des terrains qu'il faudra exproprier aux fins susdites; l'expropriation devant se faire en la manière indiquée par le statut de Québec, 43-44 Vict., chap. 43, sec. 9, avec le droit de collecter des taux de péage suivant les dispositions du chapitre 70, des statuts Refondus du Bas-Canada, la dite rue devant appartenir à la dite compagnie qui sera tenue d'en laisser l'usage au public sur paiement des dits taux de péage, avec obligation par la dite compagnie de vendre la dite rue à toute municipalité qui voudra l'acquérir, le prix de la dite rue à être fixée par trois arbitres nommés par la cour supérieure du district de Montréal, la compagnie demandera aussi le droit d'acquérir des immeubles de gré à gré, le long de la dite rue, et d'emprunter sur débetures jusqu'au montant de cinquante mille piastres, et à cette fin d'hypothéquer ses biens, péages et revenus, avec le consentement des deux tiers des actionnaires de la dite compagnie réunis en assemblée spéciale, et avec pouvoir de faire sur la dite rue le transport des passagers par omnibus ou tramways.
3. Le bureau principal de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.
4. Le montant du capital de la dite compagnie sera de cent mille piastres, avec pouvoir de l'augmenter jusqu'à trois cent mille avec le consentement des deux tiers des actionnaires spécialement réunis à cette fin.
5. Le nombre de parts dans la dite compagnie sera de deux mille, et de cinquante piastres chacune.
6. Les noms des requérants sont: Joseph M. Fortier, manufacturier de cigares; Paul G. Martineau, avocat, tous deux de Montréal; François Xavier Frenoveau, maire, du village de la Côte Saint-Louis; Jean-Baptiste Charbonneau, du même village, gentilhomme; Delphis Turcot, du même village, entrepreneur.
7. Les premiers directeurs de la compagnie seront les personnes ci-dessus nommés.

PAUL G. MARTINEAU,
Avocat des Requérants

Montréal, 9 août 1887.

2643 2

the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

1878

L. DELORME,
Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices.

Notice is hereby given that within one month after the last publication of the present notice, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to obtain letters patent, under the great seal of the Province of Quebec, incorporating the petitioners hereinafter mentioned, and such other persons as may become shareholders in the company, to be formed into a body politic and corporate, in conformity with the provisions of the joint stock companies incorporation act.

1. The proposed name of the company is "La Compagnie du Boulevard Saint Denis."
2. The object for which incorporation is sought, is to continue Saint Denis street, from its present limits, in the village of La Côte Saint Louis, as far as La Rivière de Prairies, the width not to exceed two hundred feet, following the direction that the company may judge the most proper, after giving notice to the secretary treasurer of the municipalities through which the said street shall pass, and to the proprietors of the lands that it may be necessary to expropriate for the said purpose; the expropriation shall be made according to the manner indicated by the Statutes of Quebec, 43-44 Vict., chap. 43, sec. 9, with the right of collecting tolls in conformity with the provisions of chapter 70, of the Revised Statutes of Lower Canada, the said street shall belong to the said company which shall be bound to maintain it as a public highway for the use of the public on payment of the said tolls, the said company shall be bound to dispose of the said street to any municipality that wishes to purchase it, the price of the said street to be determined by three arbitrators appointed by the Superior Court of the district of Montreal, the company will also apply for the right to purchase real estate by mutual consent along the said street, and to borrow on debentures up to fifty thousand dollars, and for this purpose to hypothecate its properties, tolls and revenues, with the consent of two thirds of the shareholders of the said company assembled at a special meeting, and with power to carry passengers on the said street by omnibus or tramways.
3. The principal office of the said company shall be in the city of Montreal.
4. The amount of the capital of the said company shall be one hundred thousand dollars, with power to increase three hundred thousand with the consent of two thirds of the shareholders specially assembled for that purpose.
5. The number of shares in the said company shall be two thousand, and of fifty dollars each.
6. The names of the petitioners are: Joseph M. Fortier, manufacturer of cigar; Paul G. Martineau, advocate, both of Montreal; François Xavier Frenoveau, mayor, of the village of Côte Saint Louis; Jean Baptiste Charbonneau, of the same village, gentleman; Delphis Turcot, of the same village, contractor.
7. The first directors of the company shall be the persons herein named.

PAUL G. MARTINEAU,
Advocate for the Petitioners.

Montreal, 9th August, 1887.

2646

Province de Québec, }
 District de Bedford, } *Cour Supérieure.*
 Minnie J. Condy, du village de Cowansville, en le
 dit district, épouse de Charles F. Pharaoh, du
 même lieu, commerçant, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse;

vs.
 Le dit Charles F. Pharaoh, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée en cette cause.
 O'HALLORAN & DUFFY,
 Procureurs de la Demanderesse.
 Sweetsburgh, 5 août 1887. 2643 2

Province de Québec, }
 District d'Iberville, } *Dans la Cour Supérieure.*
 No. 273.

Dame Sophronie Monbleau, de la paroisse de
 Sainte-Marguerite de Blairfindie, district d'Iber-
 ville, épouse d'Odilon Rémillard, commerçant
 et cultivateur, du même lieu,
 Demanderesse;

et
 Le dit Odilon Rémillard, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée en cette cause.
 GIRARD & QUESNEI,
 Avocats de la Demanderesse.
 Saint-Jean, 8 juillet 1887. 2663 2

A TOUS CEUX QUE LE PRESENT AVIS
 POURRA CONCERNER.

Av's est par le présent donné qu'une demande
 sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil,
 de la province de Québec, pour obtenir des Lettres
 Patentes accordant une charte et constituant
 "The Montreal Terra Cotta Lumber Co." en corps
 politique et incorporé, pour manufacturer, comme
 bois de la Terre Cuite (bois Terra Cotta), et autres
 matériaux à l'épreuve du feu, etc., etc., et de les
 vendre, acheter des terrains et les vendre, en
 vertu de l'acte des compagnies à fonds social, 31
 Viet. ch. 25.

Le fonds social de la compagnie sera de vingt-
 cinq mille piastres, divisé en 250 actions de 100
 piastres chacune.

2567 3 JOHN H. ISAACSON,
 Notaire Public.

Montréal.—*Cour Supérieure.*

Caroline Brien dit Lapière, des cité et district de
 Montréal, épouse d'Alexandre Sigouin, plom-
 bier, du même lieu, a intenté contre lui une action
 en séparation de biens.

PREFONTAINE & LAFONTAINE,
 Avocats de la Demanderesse.
 Montréal, 2 août 1887. 2579 3

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal, }
 No. 494.

Dame Delphine Charest, des cité et district de
 Montréal, épouse de Louis Bisson, tailleur, du
 même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse;

vs.
 Louis Bisson, tailleur, du même lieu,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le 2 août 1887.

A. ARCHAMBAULT,
 Avocat de la Demanderesse.
 Montréal, 2 août 1887. 2563 3

Avis est par le présent donné que, sous un mois
 après la dernière publication de cet avis, dans la
Gazette Officielle de Québec, une demande sera
 faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur
 en Conseil, par les personnes ci-après nommées,
 pour obtenir des lettres patentes sous le grand

Province of Quebec, }
 District of Bedford, } *Superior Court.*
 Minnie J. Condy, of the village of Cowansville, in
 said district, wife of Charles F. Pharaoh, of the
 same place, trader, duly authorized to ester en
 justice, Plaintiff;

vs.
 The said Charles F. Pharaoh, Defendant.
 An action en séparation de biens has been ins-
 tituted this day, in this cause.
 O'HALLORAN & DUFFY,
 Attorneys for Plaintiffs.
 Sweetsburgh, 5th August, 1887. 2644

Province of Quebec, }
 District of Iberville, } *In the Superior Court.*
 No. 273.

Dame Sophronie Monbleau, of the parish of Sainte
 Marguerite de Blairfindie, district of Iberville,
 wife of Odilon Rémillard, trader and farmer, of
 the same place,
 Plaintiff;

vs.
 The said Odilon Rémillard, Defendant.
 An action en séparation de biens has, this day,
 been instituted in this cause.
 GIRARD & QUESNEI,
 Attorneys for Plaintiff.
 Saint John's, 8th July, 1887. 2664

TO ALL WHOM IT MAY CONCERN.

Notice is hereby given that application will be
 made to the Lieutenant Governor in council,
 province of Quebec, for Letters Patent granting a
 charter constituting "The Montreal Terra Cotta
 Lumber Co." a body corporate and politic, for
 the manufacture of Terra Cotta Lumber, and other
 material for fire proofing purposes, &c., &c., and
 to sell the same, and to purchase land, and sell
 the same, under the joint stock company's act,
 Viet. 31 cap. 25.

The capital of the company to be twenty five
 thousand dollars, in 250 shares of 100 dollars each.

2568 JOHN H. ISAACSON,
 Notary Public.

Montréal.—*Superior Court.*

Caroline Brien dit Lapière, of Montréal, wife of
 Alexandre Sigouin, plumber, of the same place,
 has instituted a demand for separation of prop-
 erty.

PREFONTAINE & LAFONTAINE,
 Plaintiffs Attorneys.
 Montreal, 2nd August, 1887. 2580

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal, }
 No. 494.

Dame Delphine Charest, of the city and district
 of Montreal, wife of Louis Bisson, tailor, of the
 said city, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff;

vs.
 Louis Bisson, tailor, of the said city,
 Defendant.
 An action in separation as to property has
 been instituted in this case, the 2nd of August,
 1887.

A. ARCHAMBAULT,
 Plaintiff attorney.
 Montreal, 2nd August, 1887. 2564

Notice is hereby given that within one month
 after the last publication hereof, in the *Quebec
 Official Gazette*, application will be made to His
 Honor the Lieutenant Governor in council, by the
 applicants hereinafter named, in pursuance of the
 joint stock company's act for letters patent cons-

sceau, leur accordant une charte, les constituant et telles autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la compagnie devant être créée par la dite charte, en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social :

Premièrement.—Le nom proposé de la compagnie sera "The Canadian Fish, Oil and Guano Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation de la dite compagnie est demandée est d'acquiescer des grèves pour la pêche et autres terrains dans la province de Québec, établir des pêcheries, faire le commerce de poisson, d'huile et fabriquer des engrais-guano, de construire des usines pour les manufacturer, exploiter le bois, les mines, construire des jetées et pour acquiescer un ou plusieurs vaisseaux mus par la vapeur ou autrement, suivant le but proposé.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la compagnie, en la province de Québec, sera en la ville de Montmagny, en la dite province.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres, divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

Cinquièmement.—Les noms au long, résidences et professions des requérants sont: James Gilfillan, banquier, 7 Nassau street, en la cité de New-York, en l'Etat de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique; Joseph Parker Wiswall, courtier, 17, Wall street, en la dite cité de New-York; Jacob Miller Schuyler, marchand de bois, 104, Wall street, en la dite cité de New-York; Eugène Prosper Bender, ingénieur civil, de la ville de Montmagny, en la dite province de Québec; William Henry Forrest, lieutenant colonel et surintendant des magasins; François Marcelin Audet, marchand, et James Dunbar, avocat, Conseil de la Reine, de la cité de Québec, en la dite province. La majeure partie desquels sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté, tous seront les premiers directeurs de la dite compagnie proposée.

P. AUG. CHOQUETTE,
Procureur des Requérants.
Québec, 4 août 1887. 2597 3

Canada,
Province de Québec,
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No. 278.

Dame Margaret Miller, de la paroisse de Saint-Georges de Henryville, dans le district d'Iberville, épouse de Simon Zelatus Derick, cultivateur, du même lieu, autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Simon Zelatus Derick, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

FARADIS & CHASSÉ,
Avocats de la Demanderesse.
Saint-Jean, le 25 juillet 1887. 2517 3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au Lieutenant Gouverneur de la province de Québec en conseil, par John Breakey, marchand de bois, de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme; George Demers, commerçant, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire; Etienne Simard, notaire, de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin; Alphonse Charlebois, contracteur, de la cité de Québec; Pierre Malcom Guay, médecin, de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, pour obtenir des lettres patentes les incorporant, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social.

1. Le nom propose de la compagnie sera "The Provincial Iron Bridge and Railway Company."

tituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be created by such letters patent, a body corporate and politic under the name and for the purposes herein mentioned :

First.—The proposed corporate name of the company is "The Canadian Fish, Oil and Guano Company."

Second.—The purposes for which incorporation is sought are to acquire fishing grounds and other landed property in the Province of Quebec, and to enter into and carry on fisheries, the business of fish, oil and guano manufacture, to build factories for manufacturing the same, to manufacture, lumber, work mines, build piers, and to acquire one or more vessels propelled by steam or otherwise for the purposes of the said business.

Third.—The chief place of business of the company, in the Province of Quebec, is to be in the town of Montmagny, in the said Province.

Fourth.—The capital stock of the said company is to be two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

Fifth.—The names in full and the addresses and callings of the said applicants are, as follows: James Gilfillan, banker, 7 Nassau street, in the city of New-York, in the State of New-York, one of the United States of America; Joseph Parker Wiswall, broker, 17, Wall street, in the said city of New-York; Jacob Miller Schuyler, lumber dealer, 104, Wall street, in the said city of New-York; Eugène Prosper Bender, civil engineer, of the town of Montmagny, in the said Province of Quebec; William Henry Forrest, lieutenant colonel and superintendent of militia stores; François Marcelin Audet, merchant, and James Dunbar, advocate, Queen's Counsel, all of the city of Quebec, in the said Province; the major part of whom are resident in Canada, and subjects of Her Majesty, and all of whom are to be the first directors of the said proposed company.

P. AUG. CHOQUETTE,
Attorney for applicants.
Quebec, 4th August, 1887. 2548

Canada,
Province of Quebec,
District of Iberville. } Superior Court.
No. 278.

Dame Margaret Miller, of the parish of Saint-Georges of Henryville, in the district of Iberville, wife of Simon Zelatus Derick, of the same place, farmer, authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Simon Zelatus Derick, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

PARADIS & CHASSÉ,
Attorneys for Plaintiff.
Saint John, 25th July, 1887. 2518

Notice is hereby given that an application will be made to the Lieutenant Governor of the Province of Quebec in council, by John Breakey, lumber merchant, of the parish of Saint Jean Chrysostôme; George Demers, merchant, of the parish of Notre Dame de la Victoire; Etienne Simard, notary, of the parish of Saint Romuald d'Etchemin; Alphonse Charlebois, contractor, of the city of Quebec; Pierre Malcom Guay, physician, of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, to obtain letters patent incorporating them, and such other persons who may become shareholders of the company to be created a body politic and corporate under the joint stock companies incorporation act.

1. The proposed name of the company will be "The Provincial Iron Bridge and Railway Company."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de construire des ponts en fer et des chemins de fer, et d'avoir tous les droits et privilèges utiles ou nécessaires pour ses opérations et transactions.

3. Les affaires de la dite compagnie se feront en la cité de Québec, où sa principale place d'affaires sera établie.

4. Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits John Breakey, George Demers, Etienne Simard, Alphonse Charlebois, Pierre Malcom Guay, tous sujets anglais et résidents anglais.

F. X. LEMIEUX,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 11 août 1887.

2681 2

2. The object for which incorporation is sought is to build iron bridges and railroads, and to have all the rights and privileges useful or necessary for its operations and transactions.

3. The business of the said company shall be transacted in the city of Quebec, where its principal office shall be established.

4. The amount of the capital of the said company shall be one hundred thousand dollars, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The first directors of the company shall be the aforesaid John Breakey, George Demers, Etienne Simard, Alphonse Charlebois, Pierre Malcom Guay, all British subjects and British residents.

F. X. LEMIEUX,
Attorney for the Petitioners.

Quebec, 11th August, 1887.

2682

Avis de Faillite.

Canada,
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
No. 265.

Arthur Caron, Demandeur;

vs.

Edmond Emond & Louis Philippe Ste. Marie, imprimeurs, de la cité de Montréal, et y faisant affaires sous le nom de Emond et Ste. Marie, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que les sousignés Edmond Emond & Louis Philippe Ste. Marie, de la cité de Montréal, ont fait cession de leurs biens, le 13^{ème} jour d'août 1887, pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

Daté à Montréal, ce treizième jour d'août 1887.

EDMOND EMOND,
2703 LOUIS PHILIPPE STE. MARIE.

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }

Dans l'affaire de John Sharpe et Henry McD. Walters, tous deux de la cité et district de Montréal, commerçants et associés, y faisant affaires comme tels sous le nom et raison de "Sharpe's Express Co., faillis."

Avis est par le présent donné que, le treizième jour de juillet 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur des biens des susdits faillis qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en mon bureau sous trente jours.

GEO. DAVELUY,
Curateur.

Bureau de Seath & Daveluy,
12, Carré Place d'Armes.
Montréal, ce 18^{ème} jour de juillet 1887. 2687

Canada,
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
No. 266.

P. E. Gannon, Demandeur;

vs.

Louis Trépanier, hôtelier, de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que le sousigné a fait cession de ses biens le 15 août 1887, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

Daté à Montréal, ce 15 août 1887.

2715 LOUIS TREPANIER,

Bankrupt Notices.

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
No. 265.

Arthur Caron, Plaintiff;

vs.

Edmond Emond & Louis Philippe Ste. Marie, printers, of the city of Montreal, and doing business there under the name of Emond & Ste. Marie, Defendants.

Public notice is hereby given that the undersigned Edmond Emond & Louis Philippe Ste. Marie, of the city of Montreal, have made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, on the 13th day of August, 1887, at the office of the protonotary of the Superior Court of the district of Montreal.

Dated at Montreal, this thirteenth day of August, 1887.

EDMOND EMOND,
2704 LOUIS PHILIPPE STE. MARIE.

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In the matter of John Sharpe and Henry McD. Walters, both of the city and district of Montreal, traders and co-partners, and carrying on business there as such under the name and style of "Sharpe's Express Coy.," insolvents.

Notice is hereby given that, on the thirteenth day of July, 1887, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvents who have made a judicial abandonment of their estate and effects for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days.

GEO. DAVELUY,
Curator.

Office of Seath & Daveluy,
12, Place d'Armes Square.
Montreal, this 18th day of July, 1887. 2688

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
No. 266.

P. F. Gannon, Plaintiff;

vs.

Louis Trépanier, hotelkeeper, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the undersigned has made an assignment of his estate the 15th August instant, 1887, for the benefit of his creditors at the office of the protonotary of the superior court of the district of Montreal.

Dated at Montreal, this 15th August, 1887.

2716 LOUIS TREPANIER.

Dans l'affaire de David Rioux, de Trois-Pistoles, failli.

Avis est donné par les présentes qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2 septembre prochain, après quoi les dividendes seront payables à mon bureau

HENRY A. BEDARD,
Curateur.
2727

Québec, 18 août 18-7.

Dans l'affaire de Germain E. Robitaille, de Sherbrooke, Insolvent.

Avis est donné par les présentes qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au deuxième jour de septembre prochain, après quoi les dividendes seront payables à mon bureau.

HENRY A. BEDARD,
Curateur.
2725

Québec, 18 août 1887.

Dans l'affaire de L. Polydore Gagnon, de Saint-André, failli.

Avis est par les présentes donné, que le 16 août 1887, j'ai été nommé curateur aux biens de la succession de L. Polydore Gagnon, marchand, de Saint-André, en vertu d'un ordonnance du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Kamouraska, conformément aux dispositions de l'acte 4^e Vict., chap. 22.

Toutes réclamations contre cette succession doivent être produites devant moi d'ici à trente jours.

HENRY A. BEDARD,
Curateur.

Bureau, coin des rues Notre-Dame et La montagne, Québec.

Québec, 18 août 18 7. 2723

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
No. 21.

J. L. Peltier,

Requérant cession de biens ;
et

Louis Johnson *et al.*, Céllants.

Avis vous est par le présent donné que, les scussignés ont fait, ce jour, cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 17 août 1887.

2717 J. F. JOHNSON.
Pour JOHNSON & Co.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Joseph Hulon *et al.*,
Demandeurs ;

vs.

Dame Marie Euphemie Laforce,
Défenderesse.

La défenderesse ayant fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le dix-sept août courant 1887. Les créanciers sont notifiés de se réunir au bureau du protonotaire de ce district, à Sainte-Scholastique, le deuxième jour de septembre prochain, à dix heures du matin, pour donner leur avis touchant la nomination d'un curateur aux dits biens, et tous autres sujets qui pourront leur être légalement soumis.

Daté à Sainte-Scholastique, ce dix-sept août mil huit cent quatre vingt sept (1887).

Par ordre
CHS. DE MONTIGNY,
P. C. S.

PRÉVOST & MATHIEU,
Avocats des Demandeurs. 2739

In the matter of David Rioux, of Trois Pistoles, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend has been declared in this matter and will be subject to objection until the 2nd of September next, after which the dividends will be payable at my office.

HENRY A. BEDARD,
Curator.
2728

Quebec, 18th August, 1887.

In the matter of Germain E. Robitaille, of Sherbrooke, Insolvent.

Notice is hereby that a second and last dividend has been declared in this matter and will be subject to objections until the second day of September next, after which date the dividends will be payable at my office.

HENRY A. BEDARD,
Curator.
2726

Quebec, 18th August, 1887.

In the matter of L. Polydore Gagnon, of Saint-André, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 16th of August, 1887, I have been appointed curator to the estate of L. Polydore Gagnon, of Saint-André, in virtue of an ordinance of the prothonotary of the Superior Court for the district of Kamouraska, according to the dispositions of act 48 Vict., chap. 22.

All claims against this estate must be filed with me within thirty days.

HENRY A. BEDARD,
Curator.

Office, corner of Notre Dame and Mountains streets, Quebec.
Quebec, 18th August 1887. 2724

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } Superior Court.
No. 21.

J. L. Peltier,

Petitioner for abandonment of property ;
and

Louis Johnson *et al.*, Abandoners.

Notice is hereby given that, the undersigned have, this day, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the district of Saint-Hyacinthe.

Dated at Saint-Hyacinthe, this 17th August, 1887.

2718 J. F. JOHNSON.
For JOHNSON & Co.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } Superior Court.

In the matter of Joseph Hulon *et al.*,
Plaintiffs ;

vs.

Dame Marie Euphemie Laforce,
Defendant.

The defendant having made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, on the seventeenth of August instant, 1887. The creditors are notified to assemble at the office of the prothonotary of this district, at Sainte-Scholastique, on the second day of September next, at ten o'clock in the forenoon, to advise respecting the appointment of a curator to the said property, and for all other matters which may be legally submitted to them.

Dated at Sainte-Scholastique, this seventeenth of August, one thousand eight hundred and eighty seven (1887).

By order,
CHS. DE MONTIGNY,
P. S. C.

PRÉVOST & MATHIEU,
Advocates for the Plaintiffs. 2740

Règles de Cour.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Le douzième jour d'août, mil huit cent quatre-vingt sept.

Devant :—CABANA & BOWEN, protonotaires de la Cour Supérieure, en l'absence du juge de la dite Cour.

Daniel McMamamy, Demandeur ;

vs.

Henry M. Mulligan, Défendeur.

Le défendeur ayant fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le neuvième jour d'août courant, il est ordonné aux créanciers du dit défendeur de s'assembler devant un juge de cette Cour, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, le vingt-sixième jour d'août courant, à onze heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur aux dits biens, et sur toutes affaires qui pourront leur être légalement soumises. L'avis de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, une fois dans le *Sherbrooke Examiner* et une fois dans le *Progrès de l'Est*, une semaine avant la dite assemblée, et les créanciers dont les noms sont sur la liste produite des créanciers seront spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée.

2709

CABANA & BOWEN,
P. C. S.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Le quinzième jour d'août mil huit cent quatre-vingt sept.

Devant :—P. HACKETT, député protonotaire de la Cour Supérieure, en l'absence du Juge.

Stanislas Gendron, Demandeur ;

vs.

Louis Dupuy, Défendeur.

Le défendeur ayant fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, il est ordonné aux créanciers du défendeur de s'assembler au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, le vingt-septième jour d'août courant, à onze heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur aux dits biens, et sur toutes affaires qui pourront leur être légalement soumises. L'avis de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, une fois dans le *Sherbrooke Examiner* et une fois dans le *Pionnier de Sherbrooke*, et les créanciers dont les noms sont sur la liste produite des créanciers seront spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée.

P. HACKETT,
Dépt. P. C. S.

PANNETON & MULVENA,
Procureurs du Demandeur. 2707

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure—Mont-réal*
 No. 469.

Le vingt-neuvième jour de juillet, mil huit cent quatre-vingt sept.

Présent :—L'Hon. M. le Juge MATHIEU
 Dans l'affaire de la cité de Montréal, requérante en expropriation sur la rue de la Montagne ;
 et

John McKergow, marchand ; John Turnbull, teneur de livres ; Thomas B. Brown, marchand ; Edward F. Moseley, marchand ; Joseph Richards, marchand tailleur ; William K. Graftey, comptable ; Charles S. J. Phillips, libraire, tous de la cité de Montréal, en leur qualité de fidéicommissaires de la Olivet Baptist Church.

Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné que la

Rules of Court.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francois. } *Superior Court.*
 The twelfth day of August, one thousand eight hundred and eighty seven.

Present :—CABANA & BOWEN, prothonotary of the Superior Court, in the absence of the judge of the said court.

Daniel McMamamy, Plaintiff ;

vs.

Henry M. Mulligan, Defendant.

The defendant having made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the ninth day of August instant, the creditors of said defendant are ordered to appear before a judge of this court, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the twenty sixth day of August instant, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator to the said estate, and upon all matters that may be legally submitted. The notice of the time and place of said meeting to be inserted once in the *Quebec Official Gazette*, once in the *Sherbrooke Examiner* and once in the *Progrès de l'Est*, one week previous thereto, and the creditors whose names appear on the schedule of creditors filed to be specially notified of the time and place of said meeting.

2710

CABANA & BOWEN,
P. S. C.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francois. } *Superior Court.*

The fifteenth day of August, one thousand eight hundred and eighty seven.

Before :—P. HACKETT, deputy prothonotary of the Superior Court, in the absence of the Judge.

Stanislas Gendron, Plaintiff ;

vs.

Louis Dupuy, Defendant.

The defendant having made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, this day, the creditors of defendant are ordered to appear at the court house, in the city of Sherbrooke, on the twenty seventh day of August instant, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator to the said estate and upon all matters that may be legally submitted. The notice of time and place of said meeting to be inserted once in the *Quebec Official Gazette*, once in the *Sherbrooke Examiner* and once in the *Pionnier de Sherbrooke*, and the creditors whose names appear on the schedule of creditors filed to be specially notified of the time and place of said meeting.

P. HACKETT,
Dep. P. S. C.

PANNETON & MULVENA,
Attorneys for Plaintiff. 2708

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court—Mont-réal.*
 No. 469.

The twenty ninth day of July, one thousand eight hundred and eighty seven.

Present :—The Hon. Mr. Justice MATHIEU
 In the matter of the city of Montreal, petitioner in expropriation in Mountain street,
 and

John McKergow, merchant ; John Turnbull, book keeper ; Thomas B. Brown, merchant ; Edward F. Moseley, merchant ; Joseph Richards, merchant tailor ; William K. Graftey, accountant ; Charles S. J. Phillips, stationer, all of the city of Montreal, in their quality of trustees of the Olivet Baptist Church,

Indemnitaires.

Public notice is hereby given that the petitioner

Requérante a déposé au bureau du protonotaire de la dite cour, la somme de trois mille sept cent quatre-vingt-dix piastres, étant le prix et compensation pour la propriété ci-après d'origine, acquise par la dite Requérante, par expropriation forcée, à savoir : Une partie du lot de subdivision quatre, du lot six cent cinquante-sept, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, et du lot de subdivision quatre A, du lot six cent cinquante-sept, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, ayant trente trois pieds de largeur en front et en arrière et cent vingt pieds de profondeur sur la ligne de chaque côté; bornée en front au nord ouest par la rue Osborne, en arrière au sud-est par une partie du lot de subdivision cinq, du lot six cent cinquante-sept, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, au sud-ouest par la rue de la Montagne, et au nord-est par parties des lots de subdivision quatre et quatre A, du lot six cent cinquante-sept, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, la propriété des dits Requérants à-s-qualité.

Et sur requête des dits indemnitaires, il est ordonné que par un avis devant être publié pendant deux semaines consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient notifiés et requis de transmettre leurs oppositions et les déposer au bureau du protonotaire de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous un mois de la date de la première insertion du dit avis, à défaut de quoi on procédera sans égard aux droits qu'ils peuvent avoir.

C. DESMARAIS,
Dept. P. C. S.

Bureau du protonotaire,
Montréal, 3 août 1887.

2633 2

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François } *Dans la Cour Supérieure.*
Le huitième jour du mois d'août mil huit cent quatre-vingt sept.

Devant :—CABANA & BOWEN.

Joseph Hamel *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Nazaire Fournier, Défendeur.
Cessionnaire de biens.

La Cour ayant entendu la requête des demandeurs Isidore Leclaire, Aldéric Deschamps et Alphonse Leclaire, par conseil, pour la nomination d'un curateur aux biens abandonnés par le défendeur, et que dans ce but une assemblée des créanciers du dit défendeur soit convoquée pour le vingt-quatre du courant, à onze heures de l'avant-midi, au Palais de Justice, accorde la dite requête et ordonne qu'un avis de la dite assemblée soit publié deux fois dans le *Pionnier de Sherbrooke*, la *Sherbrooke Gazette* et la *Gazette Officielle de Québec*, et qu'un avis soit envoyé à chaque créancier dont les noms sont sur la liste.

CABANA & BOWEN,
P. C. S.

2657

SYNDICS DE LA COMPAGNIE DE CHEMIN
DE FER SUD-EST.

Vente de Bagage et Effets non-réclamés.

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la sous-section 4, de la section 16 de l'acte des Chemins de Fer, il sera vendu par encan public, au dépôt de la Compagnie, en la ville de Longueuil, MERCREDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1887, à DIX heures de l'avant-midi, tous les effets qui sont demeurés en la possession des syndics du Chemin de Fer Sud-Est pendant douze mois, lesquels n'ont pas été réclamés.

Toutes personnes désirant faire valoir aucune réclamation sur des effets destinés à être vendus,

hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the sum of three thousand seven hundred and ninety dollars, being the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely : A portion of subdivision lot four, of lot six hundred and fifty seven, of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, and of subdivision lot four A, of lot six hundred and fifty seven, of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, being thirty three feet in width in front and rear and one hundred and twenty feet in depth on each side line ; bounded in front to the north west by Osborne street, on the rear to the south east by a portion of subdivision lot five, of lot six hundred and fifty seven, of the official plan and book of reference of said Saint Antoine ward, to the south west by Mountain street, and to the north east by portions of subdivision lots four and four A, of lot six hundred and fifty seven, of the official plan and book of reference of said Saint Antoine ward, the property of the said petitioners, *à-s-qualité.*"

And upon the petition of the said indemnitaires, it is ordered that by a notice to be inserted during two consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same, in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within one month from the date of the first insertion of said notice, on default whereof proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

E. DESMARAIS,
Dep. P. S. C.

Prothonotary's Office,
Montreal, 3rd August, 1887.

2634

Canada
Province of Québec,
District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*
The eighth day of the month of August, one thousand eight hundred and eighty seven.

Before :—CABANA & BOWEN.

Joseph Hamel *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Nazaire Fournier, Défendeur,
Cessionnaire de biens.

The court having heard petitioners Isidore Leclaire, Aldéric Deschamps and Alphonse Leclaire, by counsel, on their petition for the appointment of a curator to the abandoned estate of defendant, and for that purpose a meeting of the creditors of said defendant be called for twenty fourth instant, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, at the Court House, doth grant said petition and doth order that a notice of said meeting be published twice in the *Pionnier de Sherbrooke*, the *Sherbrooke Gazette*, and in the *Quebec Official Gazette*, and notice thereof sent to each creditor whose names appear in the schedule.

CABANA & BOWEN,
P. S. C.

2658

SOUTH EASTERN RAILWAY COMPANY
TRUSTEES.

Sale of unclaimed baggage and freight.

Public notice is hereby given that in pursuance of sub-section 4, of section 15, of the railway Act, there will be sold by public auction, at the freight sheds of said company, in the town of Longueuil, on WEDNESDAY, the FIFTH day of OCTOBER, 1887, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, all goods which have remained unclaimed in the possession of the trustees of the South Eastern Railway for the space of twelve months.

All persons wishing to establish any claim to any goods so destined to be sold, are required to

ont requises de notifier, par écrit, M. Robert Miller, agent de Fret, à Longueuil susdit, avant la date fixée pour la vente, et peuvent en s'adressant à lui examiner les dits effets pendant les heures d'affaires.

T. A. MACKINNON,
Gérant Général pour les Syndics.
Montréal, 15 août 1887. 2701

Ventes par le Shérif.—Arthabaska

PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après rapport du Brel.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir: } ARTHUR DE LISLE,
No. 1157. } Demandeur; contre
ROBERT MITCHELL *et al.*, *es qte.*, Défendeurs.

Les lots de terre suivants connus et désignés aux plans et livres de renvois officiels des cantons suivants, dans la province de Québec—avec bâtisses dessus construites, et circonstances et dépendances.

CANTON DE LEEDS.

- 1° No. 6 A, dans le 1er rang, environ 106 acres.
- 2° No. 6 B, dans le 1er rang, environ 106 acres.
- 3° No. 12, dans le 1er rang, environ 213 acres.
- 4° No. 13, dans le 1er rang, environ 213 acres.
- 5° No. 14, dans le 1er rang, environ 213 acres.
- 6° No. 16, dans le 1er rang, environ 213 acres.
- 7° No. 7 A, dans le 7e rang, environ 72 acres.
- 8° No. 7 B, dans le 7e rang, environ 72 acres.
- 9° No. 7 C, dans le 7e rang, environ 72 acres.
- 10° No. 14 A, dans le 2e rang, environ 106 acres.
- 11° No. 13 C, dans le 2e rang, environ 104 acres.
- 12° No. 4 A, dans le 2e rang, environ 106 acres.
- 13° No. 4 B, dans le 2e rang, environ 106 acres.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CANTON D'IRLANDE.

- 14° No. 654, dans le 12e rang, environ 112 acres.
- 15° No. 655, dans le 12e rang, environ 120 acres.

notify Mr. Robert Miller, freight agent, at Longueuil aforesaid, in writing, prior to the date fixed for the sale, and may upon application to him inspect such goods during business hours.

T. A. MACKINNON,
Gen. Manager for Trustees.
Montreal, August 15th, 1887. 2702

Sheriff's Sales.—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Québec.

Arthabaska, to wit: } ARTHUR DE LISLE,
No. 1157. } Plaintiff; against
ROBERT MITCHELL *et al.*, *es qte.*, Defendants.

The following lots of land known and designated on the official plans and books of reference of the following townships in the province of Québec—with buildings thereon constructed, and circumstances and dependencies.

TOWNSHIP OF LEEDS.

- 1° No. 6 A, in the 1st range, 106 acres or thereabouts.
- 2° No. 6 B, in the 1st range, 106 acres or thereabouts.
- 3° No. 12, in the 1st range, 213 acres or thereabouts.
- 4° No. 13, in the 1st range, 213 acres or thereabouts.
- 5° No. 14, in the 1st range, 213 acres or thereabouts.
- 6° No. 16, in the 1st range, 213 acres or thereabouts.
- 7° No. 7 A, in the 7th range, 72 acres or thereabouts.
- 8° No. 7 B, in the 7th range, 72 acres or thereabouts.
- 9° No. 7 C, in the 7th range, 72 acres or thereabouts.
- 10° No. 14 A, in the 2nd range, 106 acres or thereabouts.
- 11° No. 13 C, in the 2nd range, 104 acres or thereabouts.
- 12° No. 4 A, in the 2nd range, 106 acres or thereabouts.
- 13° No. 4 B, in the 2nd range, 106 acres or thereabouts.

To be sold at the registration office of the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at NINE o'clock in the forenoon.

TOWNSHIP OF IRELAND.

- 14° No. 654, in the 12th range, 112 acres or thereabouts.
- 15° No. 655, in the 12th range, 120 acres or thereabouts.

16° No. 654 A, dans le 12e rang, environ 76 acres.

17° No. 566, dans le 10e rang, environ 98 acres.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Adrien d'Irlande-Nord, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CANTON D'HALIFAX.

Saint-Ferdinand.

18° No. 138, dans le 3e rang, environ 53 acres.

19° No. 139, dans le 3e rang, environ 22 acres.

20° No. 140, dans le 3e rang, environ 51 acres.

21° No. 140 A, dans le 3e rang, environ 30 acres.

22° No. 141, dans le 3e rang, environ 50 acres.

23° No. 143, dans le 3e rang, environ 61 acres.

24° No. 251, dans le 5e rang, environ 109 acres.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CANTON D'HALIFAX.

Sainte-Sophie.

25° No. 1109, dans le 3e rang, environ 54 acres.

26° No. 1111, dans le 3e rang, environ 42 acres.

27° No. 1149, dans le 3e rang, environ 54 acres.

28° No. 1150, dans le 3e rang, environ 54 acres.

29° No. 1151, dans le 3e rang, environ 54 acres.

30° No. 1151 A, dans le 3e rang, environ 9 perches.

31° No. 1152, dans le 3e rang, environ 50 acres.

32° No. 1153, dans le 3e rang, environ 12 acres.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CANTON DE WARWICK.

33° No. 643, dans le 5e rang, environ 113 acres.

34° No. 644, dans le 5e rang, environ 58 acres.

35° No. 645, dans le 5e rang, environ 59 acres.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Warwick, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de novembre prochain.

AUGUSTE QUESNEL, JR.,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Arthabaskaville, 10 août 1887. 2729

[Première publication, 20 août 1887.]

16° No. 654 A, in the 12th range, 76 acres or thereabouts.

17° No. 566, in the 10th range, 98 acres or thereabouts.

To be sold at the parochial church door of the parish church of Saint Adrien d'Irlande Nord, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, at NINE o'clock in the forenoon.

TOWNSHIP OF HALIFAX.

Saint Ferdinand.

18° No. 138, in the 3rd range, 53 acres or thereabouts.

19° No. 139, in the 3rd range, 22 acres or thereabouts.

20° No. 140, in the 3rd range, 51 acres or thereabouts.

21° No. 140 A, in the 3rd range, 30 acres or thereabouts.

22° No. 141, in the 3rd range, 50 acres or thereabouts.

23° No. 143, in the 3rd range, 61 acres or thereabouts.

24° No. 251, in the 5th range, 109 acres or thereabouts.

To be sold at the parochial church door of the parish church of Saint Ferdinand d'Halifax, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

TOWNSHIP OF HALIFAX.

Sainte Sophie.

25° No. 1109, in the 3rd range, 54 acres or thereabouts.

26° No. 1111, in the 3rd range, 42 acres or thereabouts.

27° No. 1149, in the 3rd range, 54 acres or thereabouts.

28° No. 1150, in the 3rd range, 54 acres or thereabouts.

29° No. 1151, in the 3rd range, 54 acres or thereabouts.

30° No. 1151 A, in the 3rd range, 9 perches or thereabouts.

31° No. 1152, in the 3rd range, 50 acres or thereabouts.

32° No. 1153, in the 3rd range, 12 acres or thereabouts.

To be sold at the parochial church door of the parish church of Sainte Sophie d'Halifax, on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

TOWNSHIP OF WARWICK.

33° No. 643, in the 5th range, 113 acres or thereabouts.

34° No. 644, in the 5th range, 58 acres or thereabouts.

35° No. 645, in the 5th range, 59 acres or thereabouts.

To be sold at the parochial church door of the parish church of Sainte Elizabeth de Warwick, on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the seventh day of November next.

AUGUSTE QUESNEL, JR.,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Arthabaskaville, 10th August, 1887. 2730

[First published, 20th August, 1887.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **G. LINCOLN YOUNG**, de
No. 83. } **G.** la cité de Saint-Jean, en
la province du New-Brunswick, marchand de poissons, Demandeur; contre **ADOLPHE CLOUTIER**, de la paroisse de Saint-Joseph, dans le district de Beauce, Défendeur, savoir :

Un terrain et emplacement situé en la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, en le village, de trois quarts d'arpents de terre en superficie; borné en avant par le terrain de Vital Cliche, au nord-ouest par celui de Cyrille Drouin, au nord-est par un chemin ou rue réservée à la profondeur du terrain d'Achille Lessard, et au sud-est par un autre chemin ou rue entre le présent terrain et ceux de Paul Drouin et Nazaire Drouin—avec la maison dessus construites, circonstances et dépendances.

Sur lequel terrain il y a à distraire le terrain occupé par la compagnie du chemin de fer "The Quebec Central Railway," ou son droit de passage.

La vente de ce terrain sera faite à la charge par l'adjudicataire de payer à perpétuité, au premier juin de chaque année, une rente annuelle foncière de dix-huit piastres, à M. Vital Cliche, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le **VINGT-SIXIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de novembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 16 août 1887. 2711
[Première publication, 20 août 1887.]

Sheriff's Sales.—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **G. LINCOLN YOUNG**, of the
No. 83. } **G.** city of Saint John, in the
province of New Brunswick, fish merchant, Plaintiff; against **ADOLPHE CLOUTIER**, of the parish of Saint Joseph, in the district of Beauce, Defendant, to wit :

A land and emplacement situated in the parish of Saint Joseph de la Beauce, in the village, of three quarters of an arpent of land in superficies; bounded in front by the land of Vital Cliche, on the north west by that of Cyrille Drouin, on the north east by a road or reserved street to the depth of the land of Achille Lessard, and on the south east by another road or street between the present land and that of Paul Drouin and Nazaire Drouin—with the house thereon constructed, circumstances and dependencies.

On which land there is to be exercised the land occupied by The Quebec Central Railway Company, or its right of passage.

The sale of this land shall be made subject to the charge by the highest bidder of paying in perpetuity, on the first of June each year, an annual ground rent of eighteen dollars, to Mr. Vital Cliche, farmer, of the parish of Saint Joseph de la Beauce.

To be sold at the sheriff office, in the Court House, in the parish of Saint Joseph de la Beauce, on the **TWENTY SIXTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of November next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 16th August, 1887. 2712
[First published, 20th August, 1887.]

Ventes par le shérif—Bedford.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui

Sheriff's Sales—Bedford.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver*

précéderont immédiatement le jour de la vente : les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada.—District de Bedford.

Bedford, à savoir : } ROBERT BENNY ET AL.,
No. 2396. } Demandeurs; contre les
terres et tenements de JAMES MOSES, Défendeur.

Un certain emplacement situé dans Knowlton susdit, faisant partie du lot numéro onze, dans le dixième rang du dit canton de Brome, étant de forme triangulaire, et borné comme suit : au nord par le chemin conduisant de Knowlton susdit à Bolton Sud, à l'ouest par Edward H. Tarbell, du côté sud est par les eaux de l'étang du moulin à la marque de la haute marée, tel qu'il se poursuit et comporte — avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites. Le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, sous le numéro douze cent vingt (No. 1220.)

Pour être vendu au bureau du registraire pour le comté de Brome, à Knowlton, en le canton de Brome, et district de Bedford, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de novembre prochain.

W. E. J. GOODMAN.

Bureau du Shérif, Député Shérif
Sweetsburgh, 17 août 1887. 2741
{ Première publication. 20 août 1887. }

they be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada.—District of Bedford.

Bedford, to wit : } ROBERT BENNY ET AL.,
No. 2396. } Plaintiffs; against the
lands and tenements of JAMES MOSES, Defendant.

A certain emplacement of land lying in Knowlton aforesaid, forming part of lot number eleven, in the tenth range of the said township of Brome, being of a triangular shape or form, and bounded as follows: on the north by the road leading from Knowlton aforesaid to South Bolton, on the west by Edward H. Tarbell, and on the south easterly side by the waters of the Mill Pond at high water mark, be the contents thereof what it may—and with the buildings and improvements thereon erected and made. Said piece of land being now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Brome, under the number twelve hundred and twenty (No. 1220).

To be sold at the office of the registrar for the county of Brome, at Knowlton, in the township of Brome, and district of Bedford, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of November next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff
Sweetsburgh, 17th August, 1887. 2742
{ First published, 20th August 1887. }

Sheriff's Sales.—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } GUSTAVUS GEORGE
No. 513. } STUART, écuyer,
avocat, de la cité de Québec. Demandeur; contre
ONÉSIME GAUTHIER DIT LAIROUCHE, de la
paroisse de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix, écuyer, membre de la Législature de la Province de Québec, et maintenant dans la cité de Québec, Défendeur; et le dit Gustavus George Stuart, demandeur en reprise d'instance *in continuance suit*, et Thélesphore Fortin, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, en sa qualité de curateur dûment nommé en loi à la succession vacante de feu Onésime Gauthier dit Larouche, ci-devant de la paroisse de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix, écuyer, et membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, défendeur en reprise d'instance.

Sheriff's Sales.—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
termented LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below. All per-
sons having claims on the same which the Regis-
trar is not bound to include in his certificate,
under article 700 of the Code of Civil Procedure
of Lower Canada, are hereby required to make
them known according to law. All oppositions
*afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or
other oppositions* to the sale, except in cases of
Venditioni Exponas, are required to be filed with
the undersigned, at his office, previous to the fif-
teen days next preceeding the day of sale; oppo-
sitions *afin de conserver* may be filed at any time
within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Québec.

Chicoutimi, to wit : } GUSTAVUS GEORGE
No. 513. } STUART, esquire,
advocate, of the city of Québec, Plaintiff; against
ONÉSIME GAUTHIER ALIAS LAROUCHE, of
the parish of Saint Urbain, in the county of
Charlevoix, esquire, member of the Legislature
of the Province of Québec, and now in the city of
Québec, Defendant; and the said Gustavus
George Stuart, plaintiff in continuance suit, and
Thélesphore Fortin, of the parish of Baie Saint
Paul, in his quality of curator duly appointed by
law to the vacant succession of the late Onésime
Gauthier alias Larouche, heretofore of the parish
of Saint Urbain, in the county of Charlevoix,
esquire, and member of the Legislative Assembly
of the Province of Québec, defendant in con-
tinuance suit.

1. Ce certain lot ou compos de terre connu et désigné comme étant le lot numéro quarante, dans le troisième rang du canton de Caron, dans le comté de Chicoutimi, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec toutes ses appartenances et dépendances.

2. Ce certain lot ou compos de terre connu et désigné comme étant le lot numéro quarante et un, dans le troisième rang du canton de Caron, dans le comté de Chicoutimi, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec toutes ses appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 16 juillet 1887. [Première publication, 23 juillet 1887.]

O. BOSSE,

Shérif.

2423 2

1. That certain lot or piece of land known and designated as being the lot number forty, in the third range of the township of Caron, in the county of Chicoutimi, containing one hundred acres in superficies, more or less—with all its appurtenances and dependencies.

2. That certain lot or piece of land known and designated as being the lot number forty one, in the third range of the township of Caron, in the county of Chicoutimi, containing one hundred acres in superficies more or less—with all its appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Jérôme du Lac Saint Jean, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of October next.

Sheriff's Office, Chicoutimi, 16th July, 1887. [First published, 23rd July, 1887.]

O. BOSSE,

Sheriff.

2424

Ventes par le Sherif—Gaspé.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; des oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Cour Supérieure siégeant à New-Carlisle.

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, à savoir: No. 243. } **RAULIN ROBIN ET AL**, de l'île de Jersey, en Europe, marchands, faisant affaires à Paspébiac, en le comté de Bonaventure et autres place, en le district de Gaspé et ailleurs, sous les nom et raison de Charles Robin et Compagnie, Demandeurs; contre **REMI PARISÉ**, de Paspébiac, en la dit comté de Bonaventure, en le district de Gaspé, cultivateur et pêcheur, Défendeur.

Un certain lot étant d'un demi acre de terre de front sur trente-trois acres et un tiers de profondeur, dans le premier rang du canton de Hope, en les susdits comte et district; borné en front par la Baie des Chaleurs, en arrière par les terres incultes de la Couronne, à l'est par James Lamy, et à l'ouest par Paulin Roussy ou ses représentants—avec toutes les maisons et bâtisses et appartenances qui s'y trouvent.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'octobre prochain (1887).

Bureau du Shérif, New-Carlisle, 13 août 1887. [Première publication, 20 août 1887.]

W. M. SHEPPARD,

Shérif, C. B.

2713

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court sitting at New-Carlisle.

Province of Québec, District of Gaspé, County of Bonaventure, to wit: No. 243. } **RAULIN ROBIN ET AL**, of the Island of Jersey, in Europe, merchants, doing business at Paspébiac, in the county of Bonaventure and in other places, in the district of Gaspé and elsewhere, under the name, style and firm of Charles Robin and Company, Plaintiffs; against **REMI PARISÉ**, of Paspébiac, in the said county of Bonaventure, in the district of Gaspé, farmer and fisher, Defendant.

A certain lot being one half acre of land in front by thirty three acres and one third of an acre in depth, in the first range of the township of Hope, in the county and district aforesaid; bounded in front by the Baie des Chaleurs, in rear by waste lands of the Crown, on the east by James Lamy, and on the west by Paulin Roussy or his representatives—with all and every the house and buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Bonaventure, at New-Carlisle, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER now next ensuing, at the hour of ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of October next, (1887).

Sheriff's Office, New Carlisle, 13th August, 1887. [First published, 20th August, 1887.]

W. M. SHEPPARD,

Sheriff, C. B.

2714

Ventes par le Shérif.—Iberville.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LE REVEREND FRAN-**
No. 65. } **ÇOIS-XAVIER CHA-**
GNON, Demandeur; contre **JAMES LEON ONE-**
SIME LEPROHON, Défendeur.

Partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant les trois quarts ouest de la moitié sud du dit lot No. 593; contenant la dite partie, trente-six pieds de front sur cent huit pieds de profondeur—avec une maison dessus construite, et avec tous les droits dans le passage mitoyen existant et appartenant à la dite partie du dit lot de terre.

Pour être vendu en mon bureau, dans le Palais de Justice, en la ville de Saint-Jean, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de septembre prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Saint-Jean, le 22 juin 1887. } 2153 3
[Première publication, 25 juin 1887.]

Sheriff's Sales.—Iberville.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **THE REVEREND FRAN-**
No. 65. } **ÇOIS XAVIER CHA-**
GNON, Plaintiff; against **JAMES LEON ONE-**
IME LEPROHON, Defendant.

Part of lot number five hundred and ninety three (593), of the official plan and book of reference of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the west three quarters of the south half of said lot No. 593; containing such part, thirty six feet in front by one hundred and eight feet in depth—with a house thereon erected, and with all the rights in the *passage mitoyen* existing and belonging to the said part of lot of land.

To be sold in my office, in the Court House, in the town of Saint Johns, on the **TWENTY SEVENTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixth day of September next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, } Shérif.
Saint Johns, 22nd June, 1887. } 2154
[First published, 25th June, 1887.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC es par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District of Montmagny, } **LEONIDE BER-**
No. 46. } **NIER**, marchand,
de la paroisse du Cap Saint-Ignace; contre **CHAR-**
LES MARCOTTE, écuyer, notaire, de la paroisse
de Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet, savoir :

Sheriff's Sales.—Montmagny.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montmagny, } **LEONIDE BERNIER,**
No. 46. } **merchant, of the**
parish of Cap Saint Ignace; against **CHARLES**
MARCOTTE, esquire, notary, of the parish of
Notre Dame de Bonsecours de l'Islet, to wit :

1. Un lopin de terre où emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet, de figure irrégulière, première concession du fleuve Saint-Laurent, connu au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de l'Islet, sous le No. 220; borné au nord-ouest par le dit fleuve Saint-Laurent, au sud-est par un chemin public, joignant au nord-est par le No. 219, et au sud-ouest par le No. 228, contenant en superficie cinquantetrois perches et cent quatre-vingt-douze pieds (00-53-19).—avec ensemble une maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un lot de terre, le No. 35, situé dans le sixième rang du township Arago, joignant du côté sud-ouest au No. 34, et de l'autre côté au nord-est au No. 36—avec ensemble une maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit, savoir: le No. 1, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet, SAMEDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin; et le No. 2, au bureau d'enregistrement du comté de l'Islet, en la paroisse de Saint-Jean Port-Joly, le MEME JOUR, à DEUX heures après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 16 juillet 1887. 2421 2
[Première publication, 23 juillet 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Québec, } JOSEPH KNIGHT BOS-
No. 673. } WELL et JAMES BOS-
WELL, brasseurs, de la cité de Québec, et y faisant commerce sous les nom et raison de J. K. Boswell & Fils; contre EDMOND LEPAGE, de la cité de Québec, en sa qualité de curateur dûment appointé en justice à la succession vacante de feu Auguste Bernier, en son vivant, hôtelier, de la cité de Québec, savoir:

Une terre située en le premier rang de la paroisse de Saint-Eugène, contenant un arpent, neuf perches et quinze pieds de front sur quarante-trois arpents de profondeur; bornée au sud par le second rang de Saint-Eugène, au nord par les terres de la paroisse de l'Islet, joignant d'un côté au nord-est à Damase Cloutier, et de l'autre côté au sud-ouest à Désiré Normand, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Eugène, sous le No. 172—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène, SAMEDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 18 juin 1887. 2125 3
[Première publication, 25 juin 1887.]

1. A parcel of land or emplacement situated in the parish of Notre Dame de Bonsecours de l'Islet, of irregular shape, in the first concession from the Saint Lawrence river, known on the official plan and book of reference of the cadastre of l'Islet county, for the parish of l'Islet, under the No. 220; bounded on the north west by the said Saint Lawrence river, on the south east by a public highway, adjoining on the north east the No. 219, on the south west the No. 228, containing in superficies fifty three perches and one hundred and ninety two feet (00 53 192)—together with a house, barn and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. A lot of land the No. 35, situated in the sixth range of the township Arago, adjoining on the south west side the No. 34, and the other side on the north east the No. 36—together with a house, barn, and other building thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit: the No. 1, at the door of the parish church of Notre Dame de Bonsecours de l'Islet, on SATURDAY, the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; and the No. 2, at the registration office of the county of l'Islet, in the parish of Saint Jean Port Joly, the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the first day of October next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 16th July, 1887. 2422
[First published, 23rd July, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cire uit Court.

District of Québec, } JOSEPH KNIGHT BOS-
No. 693. } WELL and JAMES BOS-
WELL, brewers, of the city of Québec, and doing business as such under the style and title of J. K. Boswell and Son; against EDMOND LEPAGE, of the city of Québec, in his quality of curator duly appointed by law of the vacant succession of the late Auguste Bernier, in his lifetime, hotel-keeper, of the city of Québec, to wit:

A land situated in the first range of the parish of Saint Eugène, containing one arpent, nine perches and fifteen feet of frontage by forty two arpents in depth; bounded on the south by the second range of Saint Eugène, on the north by the lands of the parish of l'Islet, adjoining by one side on the north east to Damase Cloutier, and by the other side on the south west to Désiré Normand known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of l'Islet, for the parish of Saint Eugène, under the number 172—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church Saint Eugène, on SATURDAY, the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 18th June, 1887. 2126
[First published, 25th June, 1887.]

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les propriétés immobilières sous-mentionnées ont été saisies et seront vendues aux temps et lieux tels que mentionnés ci-après. Toutes personnes ayant à exercer contre les dites propriétés des droits que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned immovable properties have been seized and shall be sold at the time and place hereinafter specified. All persons who have to exercise as regards the same, any claims which the registrar is not held to mention in his certificate by virtue of article 700 of the code of civil procedure are hereby required to make known the same according to law. Every opposition to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, shall have to be deposited in the office of the undersigned, before the fifteen days immediately preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be deposited at any time within six days after the return of the writ.

No.	Requérante. — Claimant.	Lot ou No. du cadastre. — Lot or Cadastral No.	No. de la rue. — Street No.	Rue.—Street.	Quartier. — Ward.	Propriétaire d'après le rôle d'évaluation ou proprié- taire inconnu suivant le cas.—Proprietor as per as- sessment roll or unknown proprietors as the case may be.	Nature de l'évaluation. — Nature of assessment.	Total amount due.							
								Montant. — Amount.	Intérêt. — Interest.	Frais.—Costs.	Montant dû. — Total amount due.				
								\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.		
1	Cité de Montréal. —City of Mon- tréal.....	1687	93	Shannon.....	Ste. Anne— St. Ann.....	Patrick Madigan.....	Annuelle—Annual.....	28	80	1	72	0	45	30	97
3	do ...	Moitié S. E. de—S. E. half of 922.	64.66	Shearer.....	do ...	The Mont Royal Permanent Building Society.....	do ...	24	00	1	44	0	25	25	69
5	do ...	Subd. 47, 48 & 49 de —of 469	22 à— to 34	Albert Ruelle—Lane.....	St. Antoine.....	Dame Denise Paillé, veuve de feu—widow late Fran- cis Rholand.....	do ...	120	00	7	20	0	50	127	70
6	do ...	1566	67 à— to 73	Argile Avenue.....	do ...	David Aikman.....	do ...	396	00	23	76	0	75	420	51
7	do ...	635	40.40½	St-Charles Borromée.....	St. Laurent— St. Lawrence	Andrew Lafferty.....	do ...	43	20	2	59	0	45	46	24
8	do ...	407	225.227	St. George.....	do ...	John McIlhoney.....	do ...	28	80	1	72	0	25	30	77
9	do ...	Subd. 13 de—of 18	lot	Upper St. Urbain.....	do ...	Suc. — Estate Dme. Grace Louisa Gordon, veuve de feu — widow late Walter Burke.....	do ...	25	20	2	27	0	25	27	72
10	do ...	Subd. 14 de—of 18	lot	do	do ...	do	do ...	25	20	2	27	0	25	27	72
11	do ...	Subd. 15 de—of 18	lot	Emily.....	do ...	do	do ...	7	20	0	65	7	85
12	do ...	Subd. 16 de—of 18	lot	Emily.....	do ...	do	do ...	7	20	0	65	7	85
13	do ...	415	16.18	Devienne.....	do ...	John McIlhoney.....	do ...	24	00	1	44	0	25	25	69

14	do	...	402	{	13	Devienne.....	do	do	do	52 80	3 16 0 25	56 21
15	do	...	Subd. 5 de—of 944	}	1104	Ste.-Catherine	St. Louis.....	Suc.—Estate Dme. Henriette Moreau, épouse de—wife of Hardoin Lionais.....	do	9 60	0 55 0 25	10 40
16	do	...	Subd. 6 de—of 780		lot	St.-Hypolite.....	do	Succes.—Estate William L. Doutney.....	do	33 00	1 17 0 25	34 42
17	do	...	Subd. 5 de—of 780		lot	Fortier.....	do	do	do	33 00	1 17 0 25	34 42
22	do	...	769		197.199	Amherst.....	St. Jacques— St. James.....	Suc.—Estate Mathew Patrick King.....	do	52 80	3 10 0 25	56 15
25	do	...	1373		623	Notre-Dame	Ste. Marie— Ste. Marys.....	Dame Marie M. Dufresne, épouse de Joseph Poupart et autres propriétaires inconnus—Dame Marie M. Dufresne, wife of Joseph Poupart and other unknown proprietors.....	Annuelle et spéciale pour égout.—Annual and special for drain.	193 75	26 25 1 25	221 25
31	do	..	1542		lot	Ruelle de—lane of Fullum	do	Inconnu—Unknown.....	Annuelle—Annual	5 40	0 48	5 88
32	do	..	1255		lot	Chaussé.....	do	Joseph Surveyer dit Lapierre, inconnu—unknown....	do	3 60	0 21	3 81

1567

Pour être vendus en mon bureau, en la cité et district de Montréal, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

M. JACQUES VILBON,
Député Shérif du district de Montréal.

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 juillet 1887.

2265 7

To be sold at my office, in the city and district of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

M. JACQUES VILBON,
Deputy Sheriff of the district of Montreal

Sheriff's Office.
Montreal, 5th July, 1887.

2265

Vente par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sales.—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et TENEMENTS** sous mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître avant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditio in rem*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente. Les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bre-

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE CANADA INVEST-**
No. 2200. } **MENT AND AGENCY**
COMPANY, (en commandite), corps politique et dûment incorporé faisant affaires et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, en le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **CHARLES LAUZON**, marchand de chaussures, **DELLE MARIE SALOMÉE LAUZON**, **DELLE MARIE ALPHONSINE LAUZON** et **DELLE MARIE HELOISE LAUZON**, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi sur Demoiselle Marie Salomé Lauzon, cinq huitième indivis, sur Demoiselle Marie Alphonsine Lauzon, un huitième indivis, et sur Demoiselle Marie Héloïse Lauzon, un huitième indivis des immeubles suivants, savoir:

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, quartier Hochelaga, district de Montréal, connu sous le numéro sept (7), de la subdivision du lot officiel cent soixante et huit (168), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, faisant partie de la rue Iberville.
2. Un lot de terre de forme irrégulière, situé au même lieu, connu sous le numéro huit (8), de la subdivision du lot officiel cent soixante et huit (168), des dits plan et livre officiels, étant la partie est de la rue Lafontaine, et faisant aussi partie de la rue Iberville.
3. Un lot de terre situé au même lieu, connu sous le numéro neuf (9), de la subdivision du lot officiel cent soixante et huit (168), des dits plan et livre de renvoi officiels, faisant partie de la rue Iberville.
4. Un lot de terre de forme irrégulière, situé au même lieu, connu sous le numéro vingt quatre (24), des dits plan et livre de renvoi officiels; borné d'un côté par le numéro cent soixante et neuf (169), et étant une ruelle projeté, en arrière des lots depuis 16 jusqu'à 23, de la dite subdivision du numéro 168.
5. Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, quartier Sainte-Marie, dit district, connu sous le numéro six (6), de la subdivision du lot officiel treize cent soixante et deux (1362), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, étant la partie ouest de la rue Lafontaine, à partir de l'ancienne ligne qui divisait le village incorporé d'Hochelaga des limites de la cité.
6. Un lot de terre situé au même lieu, connu sous le numéro dix-huit (18), de la subdivision du lot officiel treize cent soixante-deux (1362), des dits plan et livre de renvoi officiels, formant partie de la rue Poupart.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditio in rem*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CANADA INVEST-**
No. 2200. } **MENT AND AGENCY**
COMPANY, (limited), a body politic and corporate duly incorporated, carrying on business and having their principal place of business at the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of **CHARLES LAUZON**, shoe dealer, **MISS MARIE SALOMÉE LAUZON**, **MISS MARIE ALPHONSINE LAUZON** and **MISS MARIE HELOISE LAUZON**, *filles majeures et usant de leurs droits*, all of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized on Demoiselle Marie Salomé Lauzon, the undivided five-eighths, on Demoiselle Marie Alphonsine Lauzon, the undivided one eighth, and on Demoiselle Marie Héloïse Lauzon, the undivided one eighth of the following real estate, to wit:

1. A lot of land situated in the city of Montreal, Hochelaga ward, district of Montreal, known on the number seven (7), of the subdivision of the official lot one hundred and sixty eight (168), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, forming part of Iberville street.
2. A lot of land of irregular outline, situated at the same place, known under the number eight (8), of the subdivision of the official lot one hundred and sixty eight (168), of the said official plan and book of reference, being the eastern part of Lafontaine street, and forming also part of Iberville street.
3. A lot of land situated at the same place, known under the number nine (9), of the subdivision of the official lot one hundred and sixty eight (168), of the said plan and book of reference, forming part of Iberville street.
4. A lot of land of irregular outline, situated at the same place, known under the number twenty four (24), of the said official plan and book of reference; bounded on one side by the number one hundred and sixty nine (169), and being a projected lane, in the rear of the lots from 16 as far as 23, of the said subdivision of the number 168.
5. A lot of land situated in the city of Montreal, Saint Mary's ward, said district, known under the number six (6), of the subdivision of the official lot thirteen hundred and sixty two (1362), of the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, being the western part of Lafontaine street, from the old line which divided the incorporated village of Hochelaga from the city limits.
6. A lot of land situated at the same place, known under the number eighteen (18), of the subdivision of the official lot thirteen hundred and sixty two (1362), of the said official plan and book of reference, forming part of Poupart street.

7. Un lot de terre situé au même lieu, connu sous le numéro trente et un (31), de la subdivision du lot officiel 1362, des dits plan et livre de renvoi officiels, étant une ruelle projetée qui s'étend de la rue Lafontaine jusqu'au terrain désigné au paragraphe 4 ci-haut décrit.

8. Un lot de terre situé au même lieu, connu sous le numéro trente-neuf (39), de la subdivision du lot officiel 1362, des dits plan et livre de renvoi officiels; borné au nord par la rue Lafontaine, et au sud par le No. 1363.

9. Un lot de terre situé au même lieu, connu sous le numéro quarante-cinq (45), étant une ruelle projetée située en arrière des lots 43 jusqu'à 51, de la dite subdivision du lot officiel numéro 1362, et touchant au nord à la rue Lafontaine, et au sud au lot numéro 1363.

Tous ces sus-dits lots sont soumis à une servitude de droit de passage en faveur de qui de droit, comme ayant été réservés pour former autant de rues et ruelles qui comprennent toute la superficie des dits lots tel qu'il appert à un acte de partage passé devant M^{re} F. Rientard, le 9 août 1875.

Sujet, de plus, aux conditions et charges mentionnées dans un acte d'accord entre les dits défendeurs et plusieurs propriétaires voisins, devant M^{re} Am. Archambault, le 17 novembre 1873, et dûment enregistré à Montréal, le 14 juillet 1874, sous le numéro 79985, au regard des dits lots 168-7, 168-9 et d'une partie du lot 168-8, qui suivant cet acte doivent former partie de la rue Iberville.

Pour être venus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour d'octobre prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 août 1887.
[Première publication, 20 août 1887.]

7. A lot of land situated at the same place, known under the number thirty one (31), of the subdivision of the official lot 1362, of the said official plan and book of reference, being a projected lane stretching from Lafontaine street to the land designated in the paragraph 4 described above.

8. A lot of land situated at the same place, known under the number thirty nine (39), of the subdivision of the official lot 1362, of the said official plan and book of reference; bounded on the north by Lafontaine street, and on the south by the No. 1363.

9. A lot of land situated at the same place, known under the number forty five (45), being a projected lane, situated in the rear of the lots 43 as far as 51, of the said subdivision of the official lot number 1362, and joining on the north to Lafontaine street, and on the south to the lot number 1363.

All the above mentioned lots subject to a servitude of right of way in favor of whomsoever it may concern, having been reserved to form as many streets and lanes which comprise all the superficies of the said lots as set forth in a deed of partition passed before M^{re} F. Rientard, on the 9th of August, 1875.

Subject, moreover, to the conditions and charges mentioned in a deed of agreement between the said defendants and several adjoining proprietors, before M^{re} Am. Archambault, on the 17th of November, 1873, and duly registered at Montreal, on the 14th of July, 1874, under the number 79985, concerning the said lots 168-7, 168-9 and part of the lot 168-8, which according to this deed should form part of Iberville street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty ninth day of October next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's office, Montréal, 17th August, 1887.
[First published, 20th August, 1887.]

Ventes par le Shérif.—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le législateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-igné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } JOSEPH DUFOUR, de la paroisse de Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, cultivateur; contre EPIPHANE DESGAGNERS et FERDINAND HARVEY, du même lieu, cultivateurs, à savoir:

1. La coupe et tonture de tous le bois qui se trouve sur un terrain appartenant à Nazaire Tremblay, contenant deux arpents et demi de front sur cinq arpents de profondeur, plus ou moins; bornée par devant à la plus haute marée du fleuve Saint-

Sheriff's Sales—Saguenay.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the above mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other oppositions* to the sale except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } JOSEPH DUFOUR, of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, farmer; against EPIPHANE DESGAGNERS and FERDINAND HARVEY, of the same place, farmers, to wit:

1. The cut and clippings of all the wood which is on a land belonging to Nazaire Tremblay, containing two arpents and a half of frontage by five arpents in depth, more or less; bounded in front by the highest tide of the river Saint Lawrence,

Laurent, et par derrière au chemin Royal, faisant partie du No. 237, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres; bornée au nord-est au No. 236, et au sud-ouest au No. 238.

2. La sixième partie d'une pêche à poisson, située sur la propriété maintenant occupée par Frédéric Dufour, faisant partie du No. 437, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de l'Isle aux Coudres.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de novembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 11 août 1887. 2699
[Première publication, 20 août 1887.]

Ventes par le Shérif-St. Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditions licponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signe, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Rouville.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } ONESIME BOIS-
No. 588. } OVERT, commer-
çant, de l'Ange-Gardien, district de Saint-
Hyacinthe, Demandeur; contre TREFFLE BLAN-
CHARD, cultivateur, du même lieu, Défendeur,
savoir:

Une terre sise en la paroisse de l'Ange-Gardien, dit district, sur le rang Saint George, côté nord, contenant soixante arpents en superficie, la dite terre étant le numéro cent quatre-vingt (180), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de l'Ange-Gardien.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, au village de Canrobert, le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le trente et unième jour d'octobre 1887.

L. S. ADAM,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 août 1887. 2697
[Première publication, 20 août 1887.]

FERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Rouville.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } ONESIME BOIS-
No. 587. } OVERT, commer-
çant, de la paroisse de l'Ange-Gardien, district de
Saint-Hyacinthe, Demandeur; contre JOHN
FORAND, cultivateur, du même lieu, Défendeur,
savoir:

Une terre sise en la paroisse de l'Ange-Gardien, dit district, sur le rang Séraphine, côté nord de la contenance de quatre-vingt-dix arpents en superficie, la dite terre étant le numéro cinquante-trois (53), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de l'Ange-Gardien.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

and in the rear by the Queen's highway, forming part of the No. 237, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres; bounded on the north east by the No. 236, and on the south west by the No. 238.

2. The sixth part of a fishery situated on the property now occupied by Frédéric Dufour, forming part of the No. 437, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres.

To be sold at the door of the parish church of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of November next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 11th August, 1887. 2700
[First published, 20th August, 1887.]

Sheriff's Sales.—St. Hyacinthe

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Venditions licponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Rouville.

Saint-Hyacinthe, to wit: } ONESIME BOIS-
No. 588. } OVERT, trader, of
l'Ange Gardien, district of Saint Hyacinthe,
Plaintiff; against TREFFLE BLANCHARD,
farmer, of the same place, Defendant, to wit:

A land situate in the parish of l'Ange Gardien, said district, on the range Saint George, north side, containing sixty arpents in superficies, the said land being number one hundred and eighty (180), of the official plan and book of reference for the said parish of l'Ange Gardien.

To be sold at the church door of the parish of l'Ange Gardien, at the village of Canrobert, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable on the thirty first day of October, 1887.

L. S. ADAM,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 13th August, 1887. 2698
[First published, 20th August, 1887.]

FERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Rouville.

Saint-Hyacinthe, to wit: } ONESIME BOIS-
No. 587. } OVERT, trader, of
the parish of l'Ange Gardien, district of Saint
Hyacinthe, Plaintiff; against JOHN FORAND,
farmer, of the same place, Defendant, to wit:

A land situate in the parish of l'Ange Gardien, said district, on the range Séraphine, north side, containing ninety arpents in superficies, the said land being number fifty three (53), of the official plan and book of reference for the said parish of l'Ange Gardien.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de L'Ange-Gardien, au village de Canrobert, le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trente et unième jour d'octobre 1887.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 août 1887. 2695
[Première publication 20 août 1887.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en tout temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières à savoir: } DAME JANE THOMPSON, Demanderesse;
No. 1010. }
contre JOSEPH PANTALEON SPENARD, Défendeur.

Une terre sise et située au premier rang des concessions de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connue et désignée par le numéro vingt-deux (22), du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, contenant deux arpents de large sur trente huit arpents de profondeur; borné au nord par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par Narcisse Beaudet, d'un côté par Ovide Tousignant, et de l'autre côté par Stanislas Fournier.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le cinquième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 20 juin 1887. 2133 3
[Première publication, 25 juin 1887.]

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DANS l'affaire de
No. 175. } D'ANSPER MILOT,
failli; et A. L. Kent et al., curateurs.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du mandat, à savoir:

Un terrain situé dans la concession du Grand

L'Ange Gardien, at the village of Canrobert, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirty first day of October, 1887.

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 13th August, 1887. 2696
[First published, 20th August, 1887]

Sheriff's Sales—Three Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned LANDS and ENEFMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } DAME JANE THOMPSON, Plaintiff;
No. 1010. }
against JOSEPH PANTALEON SPENARD, Defendant.

A land situate and lying in the first range of the concessions of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated by the number twenty two (22), of the cadastre official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Pierre les Becquets, containing two arpents in width by thirty eight arpents in depth; bounded on the north by the river Saint Lawrence, in the rear by Narcisse Beaudet, on one side by Ovide Tousignant, and on the other side by Stanislas Fournier.

To be sold at the door of the parish church of Saint Pierre les Becquets, on the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th June 1887. 2134
[First published, 25th June, 1887.]

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } IN the matter of PROSPER MILOT, Insolvent;
No. 175. }
and A. L. Kent et al., curators.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the immovables hereinafter described will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale are required to be filed with the undersigned, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ, to wit:

A land situated in the concession of the Grand

Ruisseau, dans la dite paroisse d'Yamachiche, étant le numéro six cent cinquante-sept, du cadastre, ayant deux arpents et sept perches de largeur sur environ quatre arpents de profondeur; borné en front par la Petite Rivière, en profondeur par Pierre Panneton et Paul Lapointe, du côté nord-est par Hercule Milot, et du côté sud-ouest par Théophile Milot, en bois debout.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Yamachiche, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin. Le dit mandat rapportable le cinquième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 juin 1887. 2135 3
[Première publication, 25 juin, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir: } GEORGE CROSS,
No. 1630. } Demandeur; contre
CHARLES HUGHES *et al.*, Défendeurs.

Comme appartenant à William McDonell Dawson, l'un des défendeurs.

Un emplacement situé en la cité des Trois Rivières, sur le côté sud de la rue Saint-Charles Borromée, coin des rues Saint-Charles Borromée et Des Champs, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, sous le numéro deux mille cent cinquante-deux (2152)—avec une maison en pierre à deux étages et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 juin 1887. 2137 3
[Première publication, 25 juin 1887.]

VENDITIONI EXPOSAS

Cour Supérieure—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME SUSANNA
No. 1571 et 539. } CORSE, de la cité
de Montréal, épouse de Arthur Fisher, du même lieu, docteur en médecine, dûment séparée de biens de son dit mari, mais par lui dûment autorisée à l'effet des présentes, et le dit Arthur Fisher, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse; vs. l'honorable LEWIS THOMAS DRUMMOND, des cité et district de Montréal, ci-devant l'un des Juges de la Cour du Banc de la Reine, maintenant en retraite, en sa qualité d'héritier bénéficiaire de feu William Dominique Drummond, en son vivant, de la cité de Montréal, avocat, Défendeur, *de-qualité*; et la dite Dame Susanna Corse *et vir*, demandeurs; vs. Charles D. Monk, des cité et district de Montréal, courtier, en sa qualité de curateur dûment nommé à la succession vacante de feu Louis Thomas Drummond, de son vivant, du même lieu, un des juges de Sa Majesté pour la Cour du Banc de la Reine, défendeur, *de-qualité*.

Pour être vendus, sur le dit curateur comme appartenant au dit Louis Thomas Drummond:

La moitié indivise de quatre lots de terre contigus, sis et situé dans la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans la seigneurie du Cap de la Magdeleine, étant les numéros trente, trente et un, trente-deux et trente-trois, du rang des Grès, près des Chutes Shawinigan, joignant aux deux extrémités à la rivière Saint-Maurice; au sud est au numéro vingt-neuf, appartenant à George

Ruisseau, in the said parish of Yamachiche, being the number six hundred and fifty seven, of the cadastre, consisting of two arpents and seven perches in width by about four arpents in depth; bounded in front by the Little River, in depth by Pierre Panneton and Paul Lapointe, on the north east side by Hercule Milot, and on the south west side by Théophile Milot, being a land with timber standing.

To be sold at the door of the parish church of Yamachiche, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon. The said warrant returnable on the fifth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th June, 1887. 2136
[First published, 25th June, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } GEORGE CROSS,
No. 1630. } Plaintiff; against
CHARLES HUGHES *et al.*, Defendants.

As belonging to William McDonell Dawson, one of the defendants.

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the south side of Saint Charles Borromée street, corner of Saint Charles Borromée and Des Champs streets, known on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, under number two thousand one hundred and fifty two (2152)—with a two story stone house and other buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at my office, in the city of Three Rivers, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th June, 1887. 2138
[First published, 25th June, 1887.]

VENDITIONI EXPOSAS

Superior Court—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } DAME SUSANNA
No. 1571 and 539. } CORSE, of the city
of Montreal, wife of Arthur Fisher, of the same place, doctor in medicine, from her said husband, duly separated as to property, but by him duly authorized to the effect hereof, and the said Arthur Fisher, for the purpose of authorizing his said wife, Plaintiffs; vs. The Honorable LEWIS THOMAS DRUMMOND, of the city and district of Montreal, heretofore one of the Judges of the Court of Queen's Bench, now *en retraite*, in his capacity of beneficiary heir of the late William Dominique Drummond, in his lifetime, of the city of Montreal, advocate, Defendant, *de-qualité*; and the said Dame Susanna Corse *et vir*, plaintiffs; vs. Charles D. Monk, of the city and district of Montreal, broker, in his quality of curator duly appointed to the vacant estate of the late Louis Thomas Drummond, in his lifetime, of the same place, one of Her Majesty's justices of Her Court of Queen's Bench, defendant, *de-qualité*.

To be sold, on the said curator, as belonging to the said Louis Thomas Drummond:

The undivided half of four contiguous lots of land, situate and being in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, in the seigniorie of Cap de la Magdeleine, being numbers thirty, thirty one, thirty two and thirty three, of the range des Grès, near the Shawinigan Falls, adjoining at both extremities the river Saint Maurice; bounded on the south east by number twenty nine, belonging to

Baptist & Cie., ou leurs représentants, au nord-est à la rivière Saint-Maurice—sans bâtisses.

Les dits lots ci-dessus mentionnés étant maintenant connus comme étant les lots numéros cent soixante et un, cent soixante et deux, cent soixante et trois et cent soixante et quatre, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 10 août 1887. 2651 2
[Première publication, 13 août 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME MARIE DEL-
No. 499. } PHINE LESIEUR
DESAULNIERS, épouse de Prosper Milot, Demanderesse ; contre PROSPER MILOT, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village d'Yamachiche, dans la paroisse d'Yamachiche, étant le numéro sept cent quatre-vingt quinze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, fait pour la dite paroisse d'Yamachiche—avec maison, magasin et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Yamachiche, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 juin 1887. 2131 3
[Première publication, 25 juin 1887.]

George Baptist & Co., or their representatives, on the north east by the river Saint Maurice—without buildings.

The said above mentioned lots being now known as lots number one hundred and sixty one, one hundred and sixty two, one hundred and sixty three and one hundred and sixty four, of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel.

To be sold at the door of the parish church of Notre Dame du Mont Carmel, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventh day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 10th August, 1887. 2652
[First published, 13th August, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME MARIE DEL-
No. 499. } PHINE LESIEUR
DESAULNIERS, wife of Prosper Milot, Plaintiff ; against PROSPER MILOT, Defendant.

An emplacement situated in the village of Yamachiche, in the parish of Yamachiche, being number seven hundred and ninety five, of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, made for the said parish of Yamachiche—with house, shop and other dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Yamachiche, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th June, 1887. 2132
[First published, 25th June, 1887.]

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 33

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 33.

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
ANNEXION DE MUNICIPALITE :	
Annexer à Montebello certains lots de N.-D. de Bonsecours.....	1547
Annexer à Saint-Canut certains lots de Saint Colomban.....	1557
COMPAGNIE de Chemin de Fer :	
Vente d'effets non réclamés.....	1558
COMMISSION des chemins à barrières :	
N. Lefrançois, membre de la.....	1546
COMMISSION provinciale d'hygiène :	
Membres de la.....	1545
FAILLIS :	
<i>Assemblée :</i>	
Dme Laforce.....	1556
Mulligan.....	1557
<i>Cession :</i>	
Dupuy.....	1557
Emond & Ste-Marie.....	1555
Johnson et al.....	1556
Trépanier.....	1555

	Pages
APPOINTMENTS :	
<i>Appraisers :</i>	
Saint-Damien.....	1546
Saint George de Clarenceville.....	1546
Sainte-Louise de Métabetchouan.....	1546
Sainte-Thérèse de Blainville.....	1546
<i>Commissioners for trial of small causes :</i>	
Saint George of Windsor.....	1546
CROWN LANDS :	
<i>Notice of cancellation, &c.</i>	
Portland West.....	1548
INSOLVENTS :	
<i>Appointment of curator :</i>	
Gagnon.....	1556
Sharpes' Express Co.....	1555
<i>Assignment :</i>	
Dupuy.....	1557
Emond & Ste. Marie.....	1555
Johnson et al.....	1556
Trépanier.....	1555

Dividende :	
Rioux.....	1556
Robitaille.....	1556
Nomination de curateur :	
Gagnon.....	1556
Sharpe Express Co.....	1555
LETRES PATENTES ÉMISES :	
Jenckes Machine Co.....	1547
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :	
Saint-Cyriac de Chicoutimi.....	1547
NOMINATIONS :	
<i>Commissaires pour décision sommaires :</i>	
Saint-George de Windsor.....	1546
<i>Estimateurs :</i>	
Saint-Damien.....	1546
Saint-George de Clarenceville.....	1546
Sainte-Louise de Métabetchouan.....	1546
Sainte Thérèse de Blainville.....	1546
FERRÉS DE LA COURONNE :	
<i>Avis de cancellation, etc.</i>	
Portland Ouest.....	1548
VENTES PAR LES SHERIFFS :	
ARTHABASKA :	
Delisle vs. Mitchell <i>et al.</i> <i>ès-ql.</i>	1559
BEAUCE :	
Young vs. Cloutier.....	1561
BEDFORD :	
Benny <i>et al.</i> vs. Moses.....	1562
GASPÉ :	
Robin <i>et al.</i> vs. Parisé.....	1563
MONTREAL :	
The Canada Investment and agency Co vs. Lauzon <i>et al.</i>	1568
SAGUENAY :	
Dufour vs. Desgagners <i>et al.</i>	1569
SAINT-HYACINTHE :	
Boisvert vs. Blanchard.....	1570
Boisvert vs. Forand.....	1570

2721

Dividend :	
Rioux.....	1556
Robitaille.....	1556
Meeting :	
Dme Laforce.....	1556
Mulligan.....	1557
LETTERS PATENT GRANTED :	
Jenckes Machine Co.....	1547
MUNICIPALITY ANNEXED :	
Annex to Montebello several lots of N.- D. de Bonsecours.....	1547
Annex to Saint Caout several lots of St. Colomban.....	1547
PROVINCIAL Board of Health :	
Members of the.....	1545
SCHOOL MUNICIPALITIES :	
Saint Cyriac de Chicoutimi.....	1547
SHERIFF'S SALES :	
ARTHABASKA :	
Delisle vs. Mitchell <i>et al.</i> <i>ès-ql.</i>	1559
BEAUCE :	
Young vs. Cloutier.....	1561
BEDFORD :	
Benny <i>et al.</i> vs. Moses.....	1562
GASPÉ :	
Robin <i>et al.</i> vs. Parisé.....	1563
MONTREAL :	
The Canada Investment and agency Co. vs. Lauzon <i>et al.</i>	1568
SAGUENAY :	
Dufour vs. Desgagners <i>et al.</i>	1569
SAINT HYACINTH :	
Boisvert vs. Blanchard.....	1570
Boisvert vs. Forand.....	1570
SOUTH EASTERN Railway Co. :	
Sale of freights unclaimed.....	1558
TRUSTEE of Quebec N. S. Ry. Turnp. Trust :	
N. Lefrançois.....	1546

2721